

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI PRÉCAIRE

Les propositions de Louisa Hanoune

La secrétaire générale du Parti des travailleurs a eu, à l'occasion de la réunion, hier, de la commission nationale des élus locaux, à ressasser ses propositions pour les limiter au phénomène du chômage qui frappe de plein fouet notamment la jeunesse.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune qui dira comprendre la colère des jeunes du sud du pays qui ont su, soutiendra-t-elle, démentir et de manière cinglante, toutes les «accusations» de rouler pour des relais étrangers et de remettre en cause jusqu'à l'unité du pays, plaidera pour un ensemble de mesures à même ne serait-ce que pour limiter le chômage qui touche principalement les jeunes quand ces derniers ne subissent pas l'esclavagisme des temps modernes que constitue, selon elle, l'emploi précaire.

Des mesures qui ont eu à subir, tiendra-t-elle à préciser, le nict des parlementaires des partis du pouvoir quand les députés du parti, n'ont eu de cesse de les proposer depuis 1997. «Seule une centaine de ces propositions ont été retenues par le gouvernement».

Et à Hanoune de les décliner sous forme d'une prime de chômage à hauteur de la moitié du SNMG, une aide à la location du logement et la réouverture de près de 1 200 entreprises publiques fermées dans le sillage de l'ajustement structurel et du rééchelonnement de la dette. Une prime de chômage qui, outre qu'elle permettra de

sauvegarder la dignité des jeunes demandeurs d'emploi, notamment pour les diplômés d'entre eux, obligera les pouvoirs publics à créer des postes d'emploi pour se dessaisir du poids pesant de cette prime à multiplier par des milliers, voire des millions de fois.

Hanoune plaidera également pour la réinstallation du système de la péréquation et de la discrimination positive pour, argumentera-t-elle, permettre à bien de wilayas du pays et de communes isolées à travers le territoire national, de combler le grand retard accusé dans tous les domaines.

La patronne du PT fera sienne la revendication des jeunes du pré-emploi et du filet social qui appellent, depuis quelques temps, à la suppression purement et simplement de ces deux dispositifs qui consacrent, selon les propres propos de l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, «la négritude des temps modernes».

Elle en fera de même pour ce qui concerne les sociétés de sous-traitance de l'emploi dans le Sud dont les missions d'embauche devraient revenir, notamment à l'ANEM.

Elle dénoncera aussi les autres dispositifs ANSEJ,



C'est à l'ANEM que revient la mission d'embauche.

CNAC, ANGEM. qui, dira-t-elle, à défaut de créer de l'emploi et des richesses comme escompté, ont eu pour effet inverse de créer une autre catégorie : celle des jeunes endettés dont beaucoup escomptent un éventuel effacement de leurs dettes aussi bien envers le fisc qu'envers les banques auprès desquelles ils ont obtenu des crédits.

Et pas que cela, puisque, considérant l'emploi comme une véritable «bombe à retar-

dement», Louisa Hanoune propose de porter le nombre de municipalités à 3 000, soit le double de collectivités locales existant actuellement. Ce qui, selon elle, permettra, outre de créer des milliers de postes d'emploi, d'améliorer le rôle des collectivités locales dans leur rôle d'être au plus près des citoyens.

Evoquant le phénomène des kidnappings et des crimes de tous genres, la première responsable du PT, les considère

comme étant la résultante logique des politiques contradictoires adoptées ces dernières années. Elle s'en prendra, dans la foulée, au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui n'aurait pas exclu le recours, une fois de plus, à la peine de mort pour, soit-disant, juguler le phénomène.

«Ce n'est pas la solution», selon Hanoune pour qui l'option est un «aveu d'échec» qui ne veut pas dire son nom.

M. K.

PEINE DE MORT

L'ANR demande un débat national

L'Alliance nationale républicaine (ANR), qui a organisé hier une conférence de ses élus locaux des wilayas du Centre, a appelé à l'ouverture d'un débat national sur l'application de la peine de mort. Ceci alors que le parti lui-même est toujours sans opinion propre par rapport à cette question qui a réémergé sur la scène, après l'enlèvement et l'assassinat de deux enfants à Constantine.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du parti, Belkacem Sahli, qui a eu à formuler, dans son propos liminaire à la conférence, la demande d'un débat national autour de l'application de la peine capitale, a reconnu, sans hésiter, que l'ANR «n'a pas de position» par rapport à la peine de mort.

Et, comme pour ne pas paraître en décalage avec d'autres voix officielles qui s'y sont exprimées, le secrétaire d'Etat à la communauté nationale à l'étranger a ajouté que



Belkacem Sahli, secrétaire général de l'ANR.

«la peine capitale ne doit pas être liée aux enlèvements et assassinats d'enfants».

Belkacem Sahli a, par ailleurs, plaidé la révision du code pénal pour alourdir les peines relatives aux enlèvements d'enfants. La même diffi-

culté à se déterminer a été perceptible chez Sahli relativement à la nouvelle Constitution qui serait déjà en chantier. «Nous attendons de lire la version finale pour prendre position», a-t-il affirmé, après avoir rappelé que, lors de la consultation

informelle avec le Premier ministre, l'ANR a plaidé pour le caractère républicain de l'Etat et le régime semi-présidentiel.

Dans une autre occasion, Belkacem Sahli avait savoir que son parti n'était pas nécessairement pour la limitation des

mandats présidentiels. Evoquant l'autre dossier qui meuble l'actualité, à savoir la corruption, le secrétaire général de l'ANR a appelé les responsables à faire preuve d'un grand courage politique et lutter contre le fléau.

Parlant de l'agitation sociale, l'orateur a averti contre «l'exploitation politicienne de la colère des jeunes du Sud». Toutefois, il a reconnu qu'il y a des décalages en termes de développement local entre les wilayas et entre les communes de la même wilaya.

Il a exhorté, ce disant, les élus locaux du parti à être en permanence à l'écoute des citoyens et d'honorer comme il se doit leurs mandats. Il leur a demandé d'ouvrir des permanences pour recevoir et écouter les citoyens.

Pour Belkacem Sahli, deux vecteurs devraient guider la démarche de l' élu durant l'accomplissement de son mandat : une bonne communication et un bon outillage en matière de management opérationnel.

S. A. I.